

COMMUNIQUE DE PRESSE

Alfortville le 18/12/2024

Formation professionnelle : une crise sans précédent appelle des réponses urgentes

Le Syndicat National des Organismes de Formation de l'Economie Sociale (Synofdes), en commun avec Les Acteurs de la Compétence, a demandé une audience avec Mr François Bayrou, nouveau Premier ministre.

En effet, les deux organisations alertent sur la situation critique que traverse le secteur de la formation professionnelle. En raison des baisses drastiques des budgets publics et des incertitudes pesant sur les dispositifs structurants, les opportunités de formation se réduisent drastiquement, menaçant l'avenir des publics les plus vulnérables, des entreprises et des territoires.

Dans ce cadre, le Synofdes ambitionne de faire valoir ses analyses et préconisations pour soutenir le secteur de la formation professionnelle continue.

Des coupes budgétaires massives aux conséquences immédiates

Les budgets régionaux consacrés à la formation des demandeurs d'emploi connaissent des réductions sans précédent. En Île-de-France, par exemple, les places de formation passent de 45 000 en 2024 à seulement 15 000 en 2025, selon des données récentes. Cette situation est également observée dans d'autres régions, comme les Pays de la Loire, l'Occitanie et les Hauts-de-France, avec une anticipation globale de 750 millions d'euros d'économies dès 2025.

Des dispositifs structurants en péril

La Validation des Acquis de l'Expérience (VAE), levier essentiel pour répondre aux tensions sur certains métiers, subit les effets d'un financement incertain, privant sa réforme de toute efficacité. De plus, les incertitudes liées aux aides pour l'apprentissage fragilisent la jeunesse, les familles et les employeurs, au risque de compromettre les avancées réalisées dans ce domaine.

Des répercussions sociales et économiques alarmantes

Les conséquences de cette crise sont déjà tangibles :

- Suppressions d'emplois dans les organismes de formation ;

- Multiplication des retards de paiement par les institutions publiques, à l'instar des 13 millions d'euros d'impayés en Occitanie ;
- Désorganisation croissante de tout un secteur pourtant stratégique pour l'avenir du pays.

Un appel à l'action pour préserver un pilier de l'avenir économique et social

Face à ces constats, le Synofdes appelle à une prise de conscience rapide et à des mesures concrètes pour protéger et renforcer la formation professionnelle, outil essentiel pour relever les défis de la transition écologique, numérique et de la réindustrialisation.

Nous demandons la mobilisation immédiate des pouvoirs publics et sollicitons une rencontre avec le Premier ministre pour partager nos analyses et propositions.

“La nomination du nouveau Premier ministre est importante pour notre secteur, car elle redonne la possibilité aux pouvoirs publics de mesurer nos difficultés, et d'y apporter les réponses nécessaires. Au-delà de nos sincères salutations républicaines, nous attendons d'un échange avec Mr Bayrou que s'enclenche une dynamique qui permettra à la formation professionnelle d'éviter le choc économique et social qui s'avance” déclare Eric Genin, Président du Synofdes.

“A travers les difficultés de la formation professionnelle continue, c'est à la fois un modèle de société émancipateur pour chaque individu et une source de croissance future pour les secteurs d'activité de l'économie qui sont en péril. Alors que s'amoncellent les difficultés économiques, notamment dans l'industrie comme le prouvent les successions d'annonces de plans sociaux, la formation professionnelle va avoir un rôle fondamental à jouer pour accompagner les transitions” ajoute Muriel Pécassou, Vice-Présidente déléguée du Synofdes.

CONTACT

M. Antoine TRÉDEZ
synofdes@synofdes.org
 06 59 86 47 70